

Genève, le 13 avril 2017



A l'attention des membres du Conseil municipal

Mesdames les Conseillères municipales, Messieurs les Conseillers municipaux,

Le comité Stop TiSA vous écrit afin de vous informer de ses actions et de la situation actuelle, suite aux récents articles parus dans la presse faisant référence aux drapeaux sur le pont du Mont-Blanc. Ce courrier est également l'occasion de vous convaincre de déclarer votre commune ZONE HORS TiSA.

Comme vous le savez certainement, un traité international concernant le commerce des services est actuellement en négociation par 50 pays, dont la Suisse, visant à forcer la privatisation des services publics et à soumettre chaque secteur aux règles de la libre concurrence. Ce traité TiSA (Trade in Services Agreement, soit en français Accord sur le Commerce des Services) est en cours de négociation à Genève depuis janvier 2012.

L'absence de transparence sur le contenu de ce traité, la mise en place de tribunaux d'arbitrage non soumis aux lois des Etats, constitués d'avocats d'affaires internationaux, l'impossibilité de revenir en arrière en retirant un secteur de la libre concurrence sans subir des pénalités économiques lourdes, suscitent de vives inquiétudes auprès des citoyen-ne-s, du monde associatif et de la classe politique.

L'objectif final de ce traité est de libéraliser l'ensemble des services et finalement démanteler les prestations publiques, le rôle de l'Etat et des collectivités publiques.

Les services publics, un obstacle au commerce !

Les politiques publiques seront directement concernées, que se soit les transports, le service des eaux, l'énergie, l'éducation, l'enseignement et la formation, la protection des consommatrices et des consommateurs, les règles concernant les produits alimentaires, la gestion des déchets, le social ainsi que la santé. Ce traité nous concerne toutes et tous et impactera la vie locale et communale de façon directe.

Le parlement genevois a déclaré le Canton ZONE HORS TiSA ainsi que l'ont fait de nombreuses villes en Suisse. Pour en citer quelques-unes sur le Canton de Genève : la Ville de Genève, de Carouge et de Meyrin.

Des communes comme Plan-les-Ouates et Puplinge ont fait la même démarche avec la volonté de s'opposer à toute obligation de privatiser les biens et les services publics, qui doivent rester sous contrôle démocratique. D'autres, comme le Grand-Saconnex et Meinier, ont voté une résolution pour écrire au Conseil fédéral afin de lever le secret sur les négociations, d'informer les autorités politiques et la population sur le contenu de ces négociations ou de soumettre au droit de référendum tout accord signé dans le cadre de ces négociations.

Des actions « pas seulement que » symboliques !

Le 19 mai 2016, une soirée d'information et de débat à propos de TiSA a eu lieu avec l'intervention d'élus genevois. Des séances d'information sont régulièrement organisées.

Le 8 octobre 2016, une manifestation Stop TiSA remplissait la place fédérale à Berne. Le 4 décembre 2016, une manifestation internationale de plus de 800 personnes a eu lieu à Genève. Des élus nationaux et cantonaux ainsi que des membres de la société civile et des syndicats y ont dénoncé ce traité destructeur des acquis sociaux et des prestations publiques.

Du 10 au 23 avril 2017, la Ville de Genève a décidé de pavoyer le pont du Mont-Blanc de 8 drapeaux STOP TiSA afin de rendre visible la prise de position du Conseil municipal contre ce traité négocié dans la confidentialité, qui met en danger la notion même de service public.

Prochainement, des panneaux à l'entrée de Genève et de Carouge, communes qui se sont déclarées ZONE HORS TiSA, seront installés.

Rien n'est encore joué !

Aujourd'hui, contrairement à ce que laisse entendre l'article du 10 avril 2017 publié dans le 20 minutes, ce traité n'est pas signé et les négociations ne sont pas terminées. Elles sont actuellement au point mort, mais la pression contre ce traité est toujours d'actualité. En effet, en cas de reprise des négociations, la signature de TiSA pourrait devenir imminente.

C'est pourquoi il nous semble capital que les autorités et les différents parlements de notre canton restent attentifs à l'évolution de ce dossier et continuent à affirmer leur attachement aux politiques publiques et à la maîtrise de celles-ci.

Déclarez votre commune ZONE HORS TiSA. C'est une action simple, mais symboliquement forte !

Nous vous prions de recevoir, Mesdames les Conseillères municipales, Messieurs les Conseillers municipaux, nos meilleures salutations.

Pour le Comité genevois Stop TiSA,
Chloé Frammery, Michel Pomatto et Gérard Scheller.

Annexes : photos de la manifestation du 4 décembre 2016 et des drapeaux sur le pont du Mont-Blanc du 10 avril 2017.



© Photography Geneva by Demir SÖNMEZ

